

► communiqué de presse

28.06.2010

---

**Simulation d'un incident radiologique à l'IRE - Premières impressions  
Implication de tous pour des plans et procédures d'urgence testés à tous les niveaux**

---

**Correspondant:** Benoît Ramacker (FR)  
Peter Mertens (NL)

**T:** 0473 30 50 08  
0479 450 400

---

**E-mail:** benoit.ramacker@ibz.fgov.be  
peter.mertens@ibz.fgov.be

**F:** 02 506 47 09

---

**BRUXELLES – Ce lundi 28 juin 2010, un exercice simulant un incident radiologique a été organisé à l'Institut des Radio-Éléments à Fleurus. Ce dernier est organisé en collaboration avec les autorités fédérales, provinciales et communales compétentes, ainsi qu'avec l'IRE. Les plans et procédures d'urgence nucléaire ont été testés pour être ensuite évalués et améliorés afin de garantir la sécurité de la population. Les premières impressions des différents acteurs confirment l'intérêt d'un tel exercice.**

**Contexte**

L'exercice de simulation a testé aujourd'hui un aspect particulier du plan national d'urgence nucléaire et radiologique pour le territoire belge : la phase réflexe. Ce scénario précis d'exercice nous a permis de tester la coordination entre les différentes autorités et services ainsi que certaines procédures d'urgence. Il visait également à tester le nouveau plan particulier d'urgence et d'intervention provincial lié au risque nucléaire et radiologique rédigé par les services du Gouverneur en collaboration avec les Bourgmestres concernés.

Alertés ce matin aux alentours de 8h00, les autorités et services concernés se sont réunis pour une concertation entre tous les niveaux de pouvoir :

- à Bruxelles, au Centre de Crise gouvernemental ;
- à Mons, au sein du Comité provincial de coordination de la Province du Hainaut ;
- à Fleurus, au sein du Comité communal de coordination commun aux Communes de Fleurus et Farciennes ;
- à Lambusart, au sein du Poste de commandement opérationnel (PC-OPS).

L'IRE a de son côté également activé son plan interne d'urgence et appliqué les procédures prévues dans le plan national d'urgence nucléaire. En ne connaissant pas l'heure matinale de l'exercice, l'alerte réelle a permis de tester le temps d'activation et d'opérationnalisation des différentes cellules de crise.

**Premières impressions**

Grâce à cet exercice, plusieurs éléments ont d'ores et déjà été mis en évidence :

- L'alerte des différents acteurs de plan national d'urgence nucléaire est primordiale ; l'exercice a permis de relever les améliorations à apporter à la procédure d'alerte mise en place (coordonnées des différents représentants à actualiser en continu, priorités dans l'alerte et durée de celle-ci,...) ;
- la collaboration, l'échange et le flux d'information entre toutes les autorités nationales, provinciales et communales se sont avérés indispensables à une gestion optimale de toute situation d'urgence ;

- la présence d'un officier de liaison de la Province du Hainaut au sein du Comité fédéral de coordination à Bruxelles a été appréciée par tous comme étant un atout pour l'échange d'informations et la compréhension des actions réciproques ;
- la collaboration des deux Communes de Fleurus et de Farciennes au sein d'un seul et même Comité communal de coordination commun était une première ; ce dernier a permis aux Bourgmestres des deux Communes de coordonner leurs moyens et leurs actions pour une efficacité accrue ;
- la mise en place d'un périmètre de sécurité de 1150 mètres autour de l'IRE par les services de police a été réellement testée et s'est avérée très instructive pour améliorer dans l'avenir notamment sa rapidité d'exécution ;
- la diffusion d'informations urgentes de la population a été testée positivement via différents canaux et ce, à tous les niveaux de pouvoir : les sirènes d'alerte (qui ont réellement retenti dans la zone réflexe de 1150m autour de l'IRE), le système d'alerte médiatique « Crisis Alert » (pour l'information des médias), un numéro d'information pour la population au niveau provincial, ...
- comme prévu dans les plans d'urgence, l'alerte et l'information aux collectivités locales (entreprises, écoles, ...) ont été réalisées par le Comité communal de coordination commun des Communes de Fleurus et Farciennes ; l'utilisation et la combinaison de différents canaux modernes seront envisagés à l'avenir pour une plus grande efficacité.
- Le bilan global quant à l'application des procédures du Plan Interne d'Urgence de l'IRE est positif : bonne communication et interaction avec les autorités compétentes, gestion appropriée du personnel, respect des consignes, ...

### **Une phase réflexe, des scénarii existant pour des mesures définies dans une zone préétablie**

Le plan national d'urgence nucléaire et radiologique prévoit que, dans certaines circonstances exceptionnelles, des mesures de protection immédiates de la population doivent être prises dans l'attente de la réunion des différentes cellules de crise, et d'une évaluation de la situation d'urgence par les experts.

En effet, sur base de scénarii établis au préalable par les autorités compétentes et en concertation avec l'exploitant, une phase réflexe peut être le cas échéant déclenchée et des mesures de protection de la population spécifiques décrétées par le Gouverneur de province dans une zone prédéfinie. Cette hypothèse a donc servi aujourd'hui de base au scénario d'exercice.

Il s'agit concrètement d'un événement qui pourrait impliquer des rejets radioactifs à court terme susceptibles d'entraîner une exposition pour la population supérieure à un « niveau guide » d'intervention et ce, dans un délai inférieur à 4 heures. Un tel scénario extrême conduira le Gouverneur de province à prendre des mesures de protection immédiates limitées à l'avertissement de la population, la mise à l'abri et la mise à l'écoute des médias dans un périmètre réflexe de 1150 mètres prédéfini. Une telle situation aurait conduit les autorités à mettre à l'abri quelque 2400 habitants riverains de l'IRE.

### **Tester pour protéger**

Le test annuel et la planification d'urgence en général ont pour objectif un fonctionnement efficace des services de secours et de tous les services potentiellement concernés, afin de protéger la population de manière adéquate en cas d'incident.

Dans les semaines qui viennent, les aspects testés seront évalués afin de pouvoir adapter si nécessaire le fonctionnement en vigueur. De la sorte, tous les services concernés restent vigilants à l'amélioration permanente des plans d'urgence à appliquer en cas d'éventuel incident réel.